

Dossier Tabou sur M6 : agression du réalisateur, polémique... Dur de dire la réalité de l'islam à la télé [MAJ]

écrit par Christine Tasin | 29 septembre 2016



En complément de l'excellent [article de Nicolas](#) sur l'émission de Bernard de la Villardière :

(Pour voir et revoir cette émission qui a été supprimé de youtube :

La version intégrale en trois parties est disponible ici:

<https://rutube.ru/video/0fe66d147c09fb9176c6556a0a5494f7/>

<https://rutube.ru/video/f590b2fc38b7176e0806219be4d0552a/>

<https://rutube.ru/video/183f72948efb5a62c19dd93a1412d65f/>)

Voici une video amateur de l'agression subie par Bernard de la Villardière et son équipe, présentée de façon plus que tendancieuse par Julien Perrotin, journaliste avec lequel nous avons déjà eu maille à partir. Son soutien aux racailles qui agressent sous prétexte qu'elles veulent qu'on leur dise bonjour est à vomir.

Il avait demandé, lors de notre rassemblement place de la

Bourse suite à la décapitation de Hervé Cornara à ce que la police arrête Pierre Cassen, carrément.

<http://resistancerepublicaine.com/2015/07/07/les-journaloux-perrotin-etmartin-en-rage-la-police-na-pas-arrete-pierre-cassen/>

<https://www.buzzfeed.com/davidperrotin/bernard-de-la-villardiere-agresse-a-sevrans-les-jeunes-mis-en>

<http://resistancerepublicaine.com/2015/07/09/qualifier-perrotin-de-journaliste-est-lui-faire-beaucoup-trop-dhonneur/>

Bernard de la Villardière présente ce 28 septembre 2016 à 21 h sur M6 le premier numéro du magazine *Dossier tabou* consacré à l'Islam en France. Dans un extrait, révélé dans *C à vous* sur France 5 et depuis sur M6 dans la bande-annonce de l'émission, **Bernard de la Villardière** et son preneur d'images sont agressés à Sevrans en Seine-Saint-Denis.

Les agresseurs qui ont rudoyé le journaliste et le caméraman avant que le tandem ne reparte prudemment sont présentés par la voix off de *Dossier tabou* comme "un mélange de salafistes et de dealers." **Bernard de la Villardière** reconnaît sur le plateau de *C à vous* n'avoir pas été franchement serein durant l'altercation. Il confesse à **Anne-Sophie Lapix** : "J'étais un peu inquiet. On a décroché entre guillemets prudemment [...] sinon on risquait de se faire [...] ça risquait de mal se passer."

Le patron de *Dossier tabou* reconnaît que la police locale l'avait prévenu d'éventuelles difficultés à tourner à Sevrans et lui avait même proposé de veiller, de loin, sur l'équipe durant le reportage. **Bernard de la Villardière** : "J'ai refusé de recourir à ce subterfuge."

<http://www.telestar.fr/2016/videos/Dossier-tabou-M6-Bernard-de-la-Villardiere-agresse-durant-un-reportage-Video-237344>

Bref, la police dit clairement que l'on ne peut plus mettre les pieds à Sevrans... Les Territoires perdus de la République, c'était en 2002, le rapport Obin en 2004... Et depuis on a continué d'accepter mosquées, voile, halal, on a négocié avec les musulmans, on leur a donné le beurre, l'argent du beurre

et le cul de la crémillère... pour in fine, arriver à ce constat, on n'est plus chez nous. Et la charia est en passe de remplacer la loi française.

Quant au maire de Sevran qui défend ses ouailles musulmanes... C'est un écolo, vous avez tout compris. Libertaire liberticide pro-islam. Point barre.

Ce soir, M6 diffuse son nouveau magazine "[Dossier Tabou](#)", présenté par [Bernard de la Villardière](#), sur la thématique de l'Islam. Pendant deux heures, le présentateur part à la rencontre de Français de confession musulmane et dénonce certaines dérives communautaristes. Dans la bande-annonce de l'émission, le journaliste et son équipe se font agresser par un groupe d'individus alors qu'ils interrogent un imam.

"Bernard de la Villardière, c'est racoleur"

Sur le site [RMC.fr](#), Stéphane Gatignon, le maire de la ville de Seine-Saint-Denis, réagit à cette altercation, avant même la diffusion du reportage ce mercredi. L' élu politique confie qu'au début, "*(il) ne voulait pas participer à cette émission, parce que Bernard de la Villardière, c'est racoleur*", mais que "*dans le contexte particulier*", à la suite de l'agression, il a finalement accepté de répondre à l'interview des journalistes de M6.

"C'est un jeu de con en fait, à tous les coups tu perds ! Si tu n'interviens pas, t'as une polémique et tu ne t'en sors pas", se désole-t-il sur le site du groupe NextRadioTV. Stéphane Gatignon poursuit sur les conditions de l'entretien, qui a duré 1h30 : "*On a joué au chat et à la souris : il voulait entendre des trucs et moi je ne lui répondais pas ce qu'il voulait entendre (...) Je regrette d'y avoir participé mais en même temps je me sentais contraint.*"

"Il manipule tout le monde"

Dans la suite de son coup de gueule, le maire de Sevran avoue avoir "*été utilisé*", car "*Bernard de la Villardière manipule tout le monde*". "*Toutes les télés sont venues dans ce quartier et aucune n'a eu de souci, mais lui est venu après, et comme c'est lui qui est venu, il y a eu une crispation par rapport à ça*", explique-t-il, précisant ensuite "*ne pas avoir vu le reportage*" en entier.

L'homme politique écologiste s'attriste de "la stigmatisation de Sevrans", à travers ce nouveau magazine "Dossier Tabou". "En plus nous faisons plein de boulot sur ce sujet, on est dans une dynamique (pour lutter contre la radicalisation, ndr).", ajoute Stéphane Gatignon, qui conclut qu'il regardera "le reportage en différé", car il suivra "d'abord le match du PSG en direct".

<http://www.ozap.com/actu/-dossier-tabou-le-coup-de-gueule-du-maire-de-sevrans-contre-bernard-de-la-villardiere/508316>

Superbe réponse de Bernard de la Villardière. Il n'y a rien à ajouter. Merci Bernard de la Villardière. Si on peut regretter qu'il ait parlé favorablement de l'islam de France, il faut sans doute l'expliquer par le fait que sans cela son émission n'aurait pas pu passer sous les fourches caudines de la censure... comme l'a très justement fait remarquer l'une des commentatrices sous l'article que nous avons publié sur l'émission.

«Dossier Tabou» sur l'islam: «Si on n'aborde plus les sujets qui posent problème, on n'est plus en démocratie»

Ce mercredi, à 21h sur [M6](#), Bernard de La Villardière ouvre son premier *Dossier Tabou*. « L'islam en France : La république en échec », tel est le sujet de cette enquête de deux heures dans laquelle il aborde aussi bien le port du voile que les instances représentatives de cette religion dans l'Hexagone ou le financement du culte. Le journaliste a répondu aux questions de *20 Minutes*. Sans tabou.

L'islam, c'est le grand tabou actuel en France ?

C'est l'un des tabous, oui, puisque dès que vous posez la question vous avez notamment le [Collectif contre l'islamophobie](#) qui pousse des cris d'orfraie. Il y a deux mots terribles qui sont la stigmatisation et l'amalgame. Maintenant, on ne peut plus critiquer quoi que ce soit ou émettre quelques interrogations ou inquiétudes à l'égard de quoi que ce soit sans que l'on vous reproche de faire des amalgames ou de stigmatiser. Et puis il y a aussi le fameux argument « Le terrorisme est islamiste, c'est pas l'islam ». Allez dire aux populations en Irak, en Afghanistan, que les gens qui ont posé des bombes sur des marchés qui ont causé des dizaines de morts...

Dites-leur « Vous savez, les terroristes ne sont pas des musulmans ! » Ils vont vous rigoler au nez. Voilà, c'est intéressant de travailler sur l'islam en France et sur le travail que font les organisations représentatives de l'islam en France.

« On n'a pas trouvé le médicament contre le politiquement correct »

Que l'on vous accuse de faire du sensationnalisme, c'est quelque chose que vous craignez ?

Sensationnalisme ? Non, pourquoi vous dites ça ?

De prendre un sujet qui est, disons, « sensible »...

(Il coupe) Ça s'appelle *Dossier Tabou*, c'est la vocation de cette émission de prendre un sujet sensible... Je pense que notre pays crève de ça. Quand on n'osera plus aborder de front les problématiques un peu vives et qui posent problème, notre pays ne sera plus tout à fait une démocratie. On a inventé le politiquement correct mais on n'a pas trouvé le médicament contre le politiquement correct.

Il y a des séquences que l'on imagine être reprises sur les réseaux sociaux. Je pense par exemple à cette femme musulmane, dans un hôpital, qui refuse d'être soignée par un homme. Est-ce que vous craignez la récupération de certaines de ces images, hors contexte ?

Je fais de l'information, donc j'informe. Si on passe son temps à se dire en amont « Ah mais on risque d'être récupéré », à ce moment-là, on s'autocensure et on ne parle plus des problèmes. Je suis là pour évoquer les problèmes et les solutions. Et c'est pour cela que l'on a dans ce reportage [l'imam Abdelali Mamoun](#) [un imam itinérant qui défend les valeurs républicaines et se dit opposé à l'islam consulaire]. Parce que qui sont les premiers qui, depuis quinze, vingt ans, dénoncent les dérives d'un certain islam en France ? Ce sont les musulmans eux-mêmes. Et des militants qui sont des musulmans, par ailleurs souvent militants politiques, en tout cas militants des valeurs laïques et républicaines et qui pensent qu'il y a un islam parfaitement compatible avec la république. Mais cet islam-là, il faut l'inventer.

C'est-à-dire ?

Il y a plusieurs doctrines de l'islam, qui sont représentées aujourd'hui dans notre pays et qui se livrent des guerres d'influence, sachant qu'elles sont supportées

aussi par l'extérieur, par des pays étrangers. Donc ce qu'on constate à travers ce document c'est qu'il n'y a pas d'islam en France, ni même d'islam de France, mais il y a des islams importés de l'étranger qui se livrent, encore une fois, à des guerres d'influence sur notre territoire.

« Je dénonce ce clientélisme qui fait que, à Paris comme ailleurs, on contourne la loi de 1905 en feignant de la respecter »

Est-ce qu'il y a une volonté d'interpeller les pouvoirs publics ? On vous voit avec le maire de Sevrans [une quinzaine de jeunes de cette ville auraient été recrutés par des filières djihadistes]...

Je ne suis pas militant, je suis journaliste. Je sais qu'aujourd'hui, plus qu'autrefois, c'est un peu une maladie française, on passe son temps à dire : « Mais d'où parles-tu camarade, que cherches-tu à dire ? » Je cherche juste à informer.

Mais on sent que vous vous impliquez. Quand on vous voit à l'Institut des cultures de l'islam [un espace d'exposition côtoie une mosquée dans le même bâtiment], à Paris...

Je m'implique... (agacé) Je dénonce un scandale. Il n'y a rien de plus agaçant pour un journaliste que quand on vous décrit une situation, qu'on vous dit « Il y a vraiment une séparation entre centre culturel et mosquée » et que, sur le terrain, je me fais jeter. **Je suis dans un espace municipal et je me fais jeter parce qu'on me dit que je suis dans une mosquée.** Je dénonce cette espèce d'hypocrisie totale, parce qu'on n'a pas pris les mesures qu'il fallait, et ce clientélisme qui fait que, à Paris, comme à Sevrans, comme dans d'autres banlieues en France, **on contourne la loi de 1905** [sur la séparation des cultes et de l'Etat] en feignant de la respecter en construisant des centres culturels qui sont de fait des centres culturels. **Elle est extraordinaire, la séquence. J'y étais sans idée préconçue. On s'est fait jeter.**

Il y a aussi ce passage à Sevrans où vous êtes pris à partie, violemment...

Ça n'a pas été programmé.

Bien sûr, mais vous vous êtes posé la question de conserver ou non la séquence dans le montage final ? Ou pour vous ça dit quelque chose de la situation ?

Ben oui, c'est-à-dire que j'étais sur le terrain et je me suis fait jeter. Oui, ça dit quelque chose... **Ça renvoie aux « zones de non droit » dont on nous rebat les**

oreilles depuis vingt ans et qui participent de ce climat aujourd'hui. Ce sont des quartiers, que l'on a appelés « zones de non droit », dans lesquels on a laissé faire les réseaux de revente de drogue. Moralité : on a fabriqué des générations de gosses qui étaient embauchés comme shouffeurs [guetteurs], comme on disait à l'époque – et ça existe encore -, et qui n'ont pas fait d'études et qui ont fait de la taule... Et quand, sur cette population de 25 – 30 ans un peu en déshérence, vous arrivez avec une idéologie salafiste, qui est une espèce de kit prêt à l'emploi qui leur redonne une colonne vertébrale, une raison de vivre, ça fait des ravages.

« On interdit l'accès aux médias pour ne pas que le public se rende compte de l'impuissance ou de l'amateurisme de l'Etat »

L'enquête a été menée sur plusieurs mois, on constate que ça n'a pas été facile pour vous faire ouvrir toutes les portes...

Ça a été très compliqué, pour la prison, pour l'hôpital, parce que, aujourd'hui, les institutions républicaines préfèrent ne pas communiquer, préfèrent vous empêcher de tourner et notamment dans des lieux qui sont des lieux publics, qui sont des lieux de la nation... Le contribuable français paie pour reconstruire les prisons, les faire fonctionner, etc., et on interdit l'accès aux médias, parce qu'on ne veut pas créer la polémique et pour que le public ne se rende pas compte de l'impuissance de l'Etat ou de son amateurisme. Par exemple, je ne sais pas si vous avez suivi dernièrement le [débat sur la déradicalisation](#), on s'aperçoit que ces programmes, ça a été de la poudre aux yeux. Et les premiers à porter ce discours-là, ce sont les gens qui étaient les représentants de cette déradicalisation. En prison, [vous avez vu les articles](#), on se rend compte que l'Etat n'a rien fait.

C'est ce que l'on voit aussi à la fin du reportage, même s'il y a ce témoignage d'une gardienne de prison qui dit qu'il sera possible de déradicaliser certains détenus mais pas d'autres...

Et puis cet imam [aumônier en prison] qui dit qu'il a 200 prisonniers et qu'il reste dix minutes par mois avec chacun d'entre eux. On déradicalise un gars en passant dix minutes par mois avec lui ? C'est scandaleux.

A l'inverse, y a-t-il eu des moments où vous pensiez qu'il serait difficile d'avoir accès à certains lieux alors qu'en réalité on vous a ouvert les portes facilement ?

Non. Ça a été compliqué partout. Il y a des choses qu'on a tournées mais qu'on n'a

pas exploitées. On a aussi voulu suivre la formation des imams au Maroc. Même là ça a été très compliqué. On a pu le tourner, finalement on ne l'a pas gardé parce qu'on était déjà trop long. Ma frustration, c'est qu'on avait plein de choses, on aurait pu faire deux films de deux heures. Il se trouve qu'on avait fait une enquête, après le 13-Novembre, sur le salafisme en France, qui avait révélé le scandale à la RATP des conducteurs salafistes qui demandaient à changer de bus quand celui qu'ils utilisaient avait été conduit par une femme la veille. C'est vraiment invraisemblable ! Tout ça accepté par la RATP. Il y a cinquante personnes qui ont été virées après le reportage.

On vous sent quand même très impliqué dans cette défense de l'esprit républicain...

Oui, parce que, en tant que citoyen, je suis inquiet. Il se trouve que je voyage pas mal, donc je vais dans des pays gagnés par cette idéologie islamiste parce qu'en fait, plus qu'une religion, c'est une idéologie. Ce qui est intéressant, c'est ce que dit l'imam Mamoun. Il semblerait qu'une partie des musulmans aient oublié que l'islam c'est d'abord une mystique. On oublie le soufisme, la poésie musulmane... pour faire du Coran et des hadiths du prophète Mahomet juste des règles de vie en pensant qu'on va parvenir à la mystique en respectant ces règles de vie.

Vous avez une idée des prochains sujets de « Dossier Tabou » ?

Oui, mais la chaîne m'interdit d'en parler.

C'est tabou, donc ?

Absolument ! Enfin, c'est sur des questions... sans doute le pouvoir des syndicats, des choses dans le genre.

<http://www.20minutes.fr/television/1929923-20160927-dossier-tabou-islam-si-aborde-plus-sujets-posent-probleme-plus-democratie>